

ANSD

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

**AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE**

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2013

FEVRIER 2016

Directeur Général, Directeur de publication
Aboubacar Sédikh BEYE

| | |
|---|-----------------------|
| Directeur Général Adjoint | Babacar NDIR |
| Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale | Mbaye FAYE |
| Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales P.I. | Papa Ibrahima S. SENE |
| Directeur du Management de l'Information Statistique | Mamadou NIANG |
| Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines P.I. | Djibril Oumar LY |
| Agent Comptable Particulier (ACP) | Yatma FALL |
| Chef de la Cellule de Programmation, d'Harmonisation, de Coordination Statistique et de Coopération Internationale P.I. | Mam Siga NDIAYE |

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION

Seckène SENE, Amadou FALL DIOUF, Mamadou BAH, Mamadou DIENG, El Hadji Malick GUEYE, Alain François DIATTA Atoumane FALL, Abdoulaye Mamadou TALL, Ndeye Aida FAYE TALL, Jean Rodrigue MALOU, Bintou DIACK, Ramlatou DIALLO, Oumar DIOP, Abdoulaye FAYE, Adjibou Oppa BARRY, Ndeye Binta DIEME COLY, Saliou MBENGUE, Thiayédia NDIAYE

COMITE DE REDACTION

| | |
|------------------------------|--|
| 0. PRESENTATION DU PAYS | Amadou FALL DIOUF |
| 1. DEMOGRAPHIE | Mahmouh DIOUF |
| 2. MIGRATION INTERNATIONALE | Awa CISSOKO |
| 3. EDUCATION | Adjibou Oppa BARRY |
| 4. EMPLOI | Jean Rodrigue MALOU |
| 5. SANTE | Atoumane FALL |
| 6. JUSTICE | Jean Pierre Diamane BAHOMUM et Maguette SARR |
| 7. ASSISTANCE SOCIALE | Ndèye Aïda FAYE |
| 8. EAU ET ASSAINISSEMENT | Mamadou AMOUZOU |
| 9. AGRICULTURE | Fodé DIEME |
| 10. ENVIRONNEMENT | Mamadou FAYE |
| 11. ELEVAGE | Modou Ndour FAYE |
| 12. PECHE MARITIME | Woudou DEME |
| 13. TRANSPORT | Bocar KA |
| 14. TOURISME | Adama SECK |
| 15. BTP | Mamadou DAFPE |
| 16. PRODUCTION INDUSTRIELLE | Mamadou WONE |
| 17. INSTITUTIONS FINANCIERES | Malick DIOP |
| 18. COMMERCE EXTERIEUR | El Hadj Oumar SENHOR |
| 19. COMPTES ECONOMIQUES | Mamadou Ngalgou KANE et Adama SECK |
| 20. PRIX A LA CONSOMMATION | El Hadji Malick CISSE et Baba NDIAYE |
| 21. FINANCES PUBLIQUES | Madiaw DIBO |
| 22. CULTURE | Atoumane FALL |

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rocade Fann Bel-air Cerf-volant - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

Introduction

La situation économique mondiale continue de subir les conséquences de la crise économique et financière qui a frappé les pays avancés, notamment entre 2007 et 2009. En particulier, les pays de la zone euro peinent à sortir de la récession. L'activité économique y a régressé de 0,4% en 2013, après un repli de 0,7% l'année précédente. En revanche, les États-Unis ont enregistré une croissance de 2,2% en 2013, après 2,3% en 2012. Globalement, le Produit intérieur brut mondial s'est accru de 3,3% en 2013 contre 3,4% en 2012⁵⁰.

Les économies africaines ont pour leur part fait preuve d'une remarquable résilience. L'Afrique a ainsi connu en 2013 une croissance de 4,2% (hors Libye), après 4,1%⁵¹. Le dynamisme de l'activité économique a été particulièrement marqué en Afrique de l'Ouest qui a enregistré la plus forte croissance dans le continent (6,7%) en liaison avec le retour de la stabilité dans des pays comme la Côte d'Ivoire et avec l'essor des exportations de fer et d'autres minerais par la Sierra-Léone. Toutefois, les difficultés du secteur pétrolier au Nigéria constituent un véritable frein à la croissance économique de la zone ouest-africaine.

⁵⁰ Cf. FMI, Perspectives Economiques Mondiales, octobre 2014.

⁵¹ Banque Africaine de Développement (BAfD), Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) et Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), *Perspectives économiques en Afrique, Edition 2014*.

Au Sénégal, l'année 2013 a été marquée par de mauvaises conditions climatiques (installation tardive de l'hivernage et pauses pluviométriques) qui ont eu un impact négatif sur la campagne agricole hivernale. En outre, l'économie nationale a été caractérisée par la persistance des difficultés dans certains segments de l'industrie, notamment l'extraction de phosphate et la production d'acide phosphorique, par la baisse de l'activité des huiliers, liée en partie à des difficultés d'approvisionnement, et le recul du raffinage du pétrole. Au total, le PIB s'est accru de 3,6% en 2013, en deçà de la moyenne de l'Afrique de l'Ouest (6,7%).

La suite de ce chapitre sera consacrée à l'analyse de l'évolution des indicateurs macroéconomiques du Sénégal ainsi que celle des ressources et des emplois du PIB.

XIX.1. INDICATEURS MACROECONOMIQUES

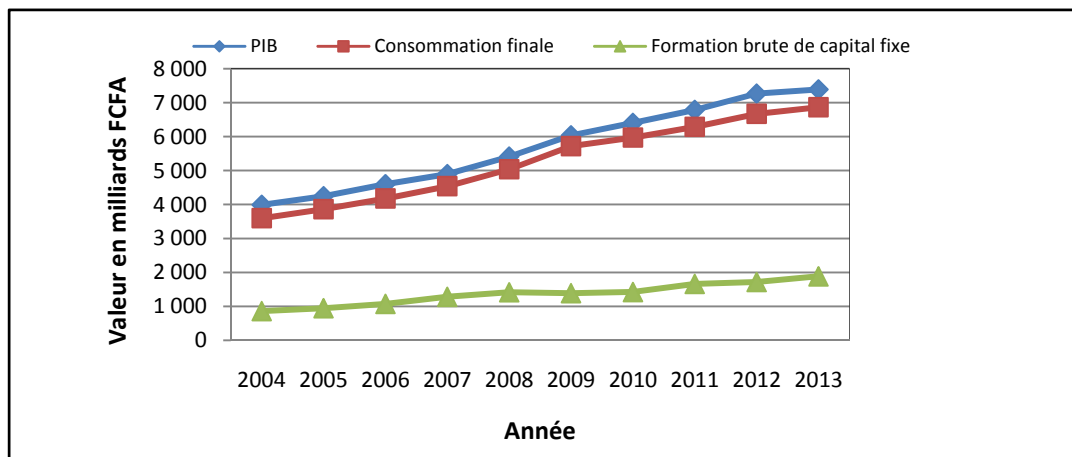
Le taux de croissance du PIB réel est ressorti à 3,6% en 2013, en baisse de plus de 0,7 point par rapport à son niveau de 2012. Cette décélération de l'activité économique est essentiellement imputable au secteur primaire avec la contreperformance de l'agriculture sous pluie marquée par un retrait sensible des cultures céréalières, des débarquements de la pêche artisanale et un repli de la production des activités extractives. En revanche, le secteur tertiaire a maintenu sa vigueur, tandis que le secteur secondaire s'est redressé par rapport à l'année précédente.

L'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, s'est établie à -1,9% en 2013 contre 2,6% en 2012, sous l'effet de la diminution des prix de la plupart des produits domestiques.

Au total, le PIB nominal s'est établi à 7 387 milliards FCFA en 2013 contre 7 264 milliards FCFA en 2012. Le Revenu national brut disponible (RNBD) qui, en plus du PIB, intègre les flux nets de revenus et de transferts courants entre l'économie sénégalaise et le Reste du monde, s'est établi à 8 113 milliards FCFA en 2013, après 8 042 milliards FCFA en 2012. Il est noté une baisse du revenu disponible par tête qui passe de 609 à 600 mille FCFA entre 2012 et 2013.

La consommation finale en valeur s'est élevée à 6 866 milliards FCFA en 2013, après 6 671 milliards FCFA en 2012, soit un accroissement de 2,9%, plus fort que celui du PIB nominal (+1,7%). En conséquence, le taux d'épargne intérieure s'est contracté de 1,1 point, passant de 8,2% en 2012 à 7,0% en 2013.

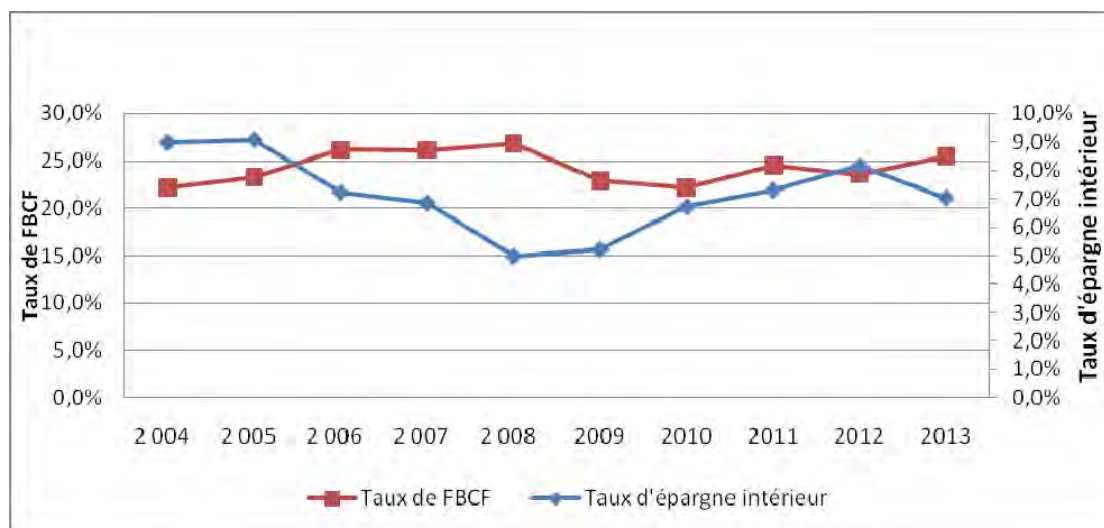
Graphique 19.1 : Evolution du PIB, de la Consommation finale et de la FBCF



Source : ANSD

En outre, le taux d'investissement, approché par le taux de formation brute de capital fixe (FBCF) relativement au PIB, s'est bonifié après un léger repli en 2012. Il est évalué à 25,5% du PIB en 2013, contre 23,6% en 2012 et 24,5% en 2011.

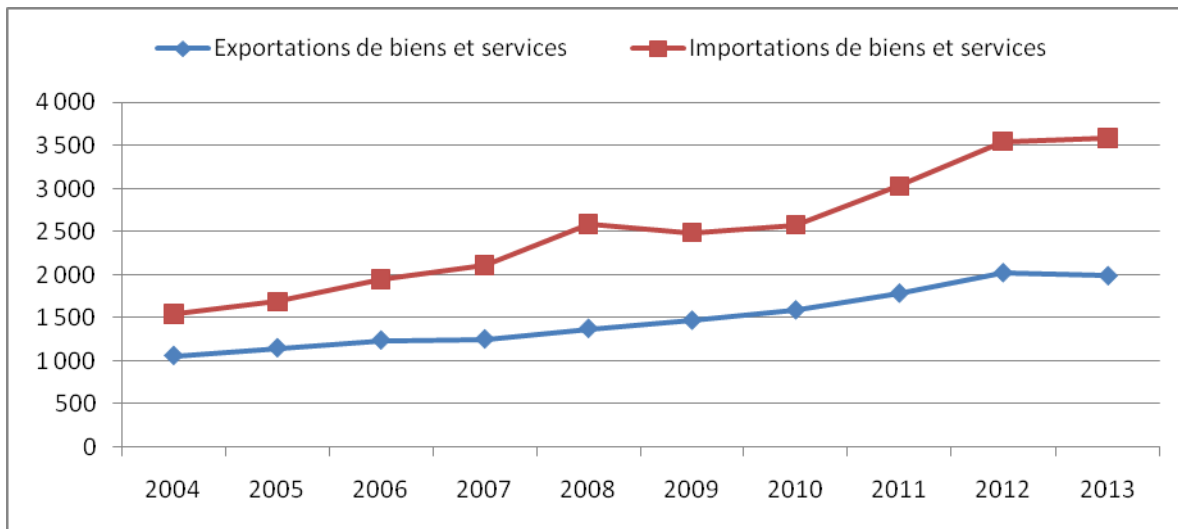
Graphique 19.2 : Evolution du taux d'épargne et d'investissement



Source : ANSD

Le déficit extérieur du compte des biens et services s'est davantage creusé en s'établissant à 1 597 milliards FCFA en 2013 contre 1 524 milliards FCFA l'année précédente, du fait de la hausse de 1,1% des importations en valeur concomitamment à la diminution des exportations en valeur de 1,7% (2 025 milliards FCFA en 2012 à 1 990 milliards FCFA en 2013). Le déficit extérieur courant rapporté au PIB est resté stable (-10,7% en 2013) en dépit de l'amélioration du solde des revenus primaires (15,4%) et secondaires (4,2%) vis-à-vis du reste du monde.

Graphique 19.3 : Evolution des importations et des exportations



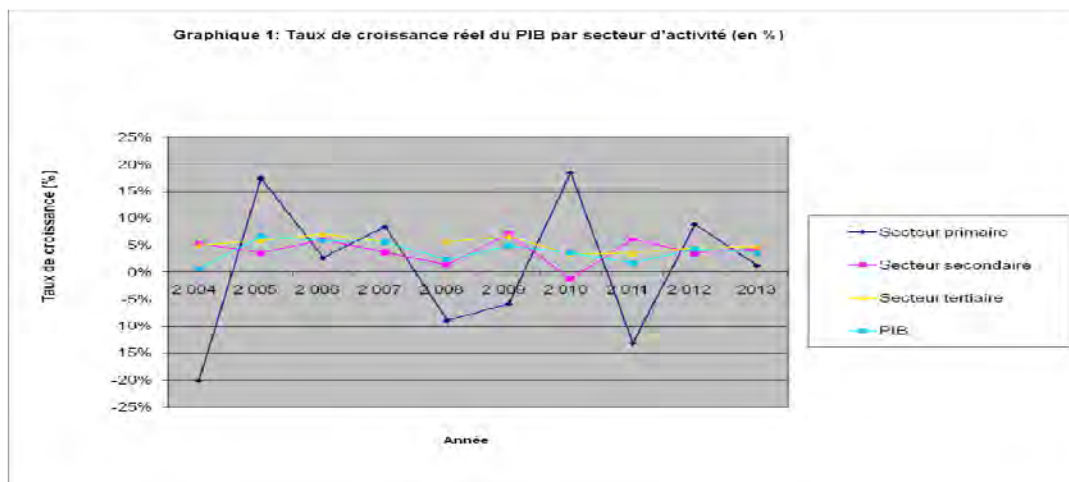
Source : ANSD

XIX.2. L'EVOLUTION DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DU PIB

XIX.2.1. L'EVOLUTION DES RESSOURCES DU PIB⁵²

La décélération de l'activité économique en 2013 (3,6%, après 4,4% en 2012) est essentiellement imputable à la contreperformance du secteur primaire dont la croissance s'est établie à 1,3% contre 8,9% en 2012. En revanche, le secteur secondaire s'est revigoré avec une valeur ajoutée en hausse de 4,4%, après 3,5% en 2012. L'activité du secteur tertiaire s'est raffermie (4,8%, contre 4,5% en 2012), confortant ainsi la place de ce secteur comme principal moteur de la croissance économique au Sénégal.

Graphique 19.4 : Taux de croissance en volume du PIB et des secteurs d'activité (en %)



Source : ANSD

⁵² Cf. tableau 19.2 de l'annexe.

La valeur ajoutée du secteur primaire s'est accrue de 1,3% en 2013, en retrait de 7,6 points de croissance par rapport à 2012. Ce ralentissement est en particulier imputable au recul de la production des cultures hivernales, à la baisse des débarquements de la pêche artisanale et au repli de la production des activités extractives.

La contreperformance du sous-secteur de l'agriculture (0,4% en 2013, contre 17,1% en 2012) est principalement liée à des facteurs exogènes tels que l'installation tardive des pluies et de longues pauses pluviométriques, qui ont induit une baisse de 15,9% de la production des cultures céréalières ainsi qu'un net recul des principales spéculations destinées à l'industrie et à l'exportation (arachide (-2,2%), coton (-17,1%), tomate industrielle (-18,5%), canne à sucre (-15,0%), etc.). Toutefois, la contraction des cultures sous pluie a été contenue par le dynamisme de l'horticulture en rapport avec l'augmentation de la production en quantité de fruits (4,5%) et légumes⁵³ (14,9%).

L'activité de la pêche s'est également contractée de 4,6% en 2013 en liaison avec le repli des débarquements de l'ensemble des produits de la pêche artisanale (-2,7%) et des crustacés (-35,7%) et mollusques (-37,9%) pour la pêche industrielle.

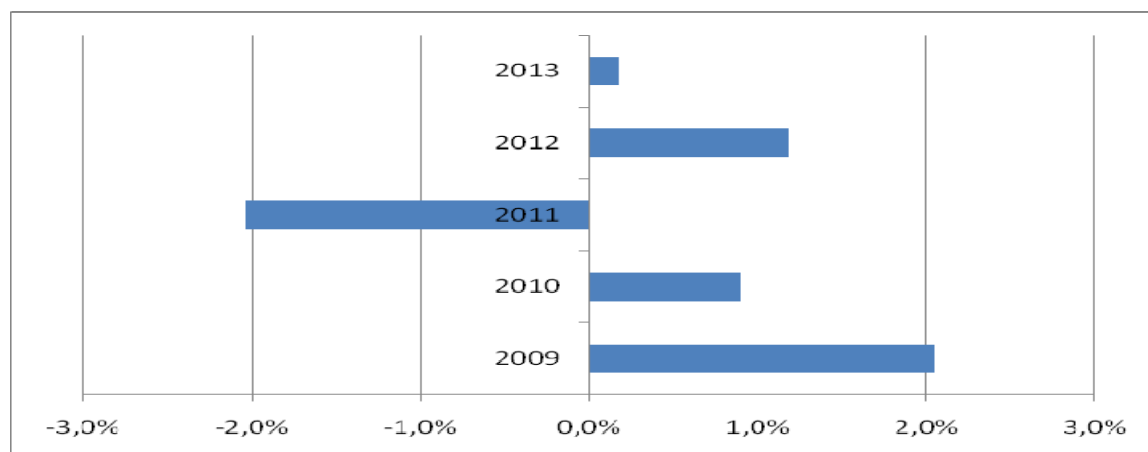
En outre, l'embellie enregistrée ces dernières années sur les « activités extractives » est freinée par la forte diminution du niveau de production d'or, étayée par la baisse (-10,5%) des exportations en quantité, et la persistance des difficultés des Industries Chimiques du Sénégal (ICS). En revanche, la diminution de la valeur ajoutée de cette branche est limitée par la progression de la production de sable (11,5%) consécutive à la reprise de l'activité de construction en 2013. Au total, la valeur ajoutée des « activités extractives » s'est repliée de 13,3%.

La baisse de l'activité du secteur primaire est par ailleurs atténuée par le bon comportement des sous-secteurs de l'élevage et de la sylviculture qui enregistrent, respectivement, des accroissements de 8,3% et 4,5% de leur valeur ajoutée.

Globalement, le secteur primaire a contribué de 0,2 point à la croissance, après 1,2 point en 2012. Son poids dans le PIB nominal s'est contracté en s'établissant à 15,7%, après 16,4% en 2012.

⁵³ Légumes hors tomate y compris pastèque

Graphique 19.5 : Contribution du secteur primaire à la croissance économique



Source : ANSD

Au niveau du secteur secondaire, la croissance de l'activité (4,4% en 2013, contre 3,5% en 2012) est essentiellement tirée par le sous-secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en liaison avec la vigueur des ventes locales de ciment (10,4%, après -2,3% en 2012).

La hausse de la valeur ajoutée du secondaire est également favorisée par la bonne tenue du secteur de l'énergie (eau, électricité et gaz) (+4,7%), en rapport avec les efforts consentis dans le cadre de la restructuration du secteur de l'électricité.

En outre, à la faveur des bonnes récoltes de riz et de mil lors de la campagne agricole précédente et de l'accroissement des importations de blé, la valeur ajoutée de la branche « travail du grain et fabrication de produits amylacés, aliments pour animaux » s'est bonifiée de 7,7% en 2013, après une baisse de 4,5% l'année antérieure. Par ailleurs, le secteur secondaire est marqué par une bonne tenue des industries du tabac (8,7%, après 1,2% en 2012) et de la construction de matériels de transports (11,2%, contre -5,6% en 2012).

En revanche, la valeur ajoutée de la fabrication de produits chimiques a baissé à nouveau en 2013 (-13,8%, après -4,0% l'année précédente) malgré ses bonnes performances cumulées depuis 2009. Cette situation résulte de la diminution de la production d'acide phosphorique qui est passée de 363 17154 tonnes en 2012 à 260 055 tonnes en 2013, suite aux difficultés des ICS.

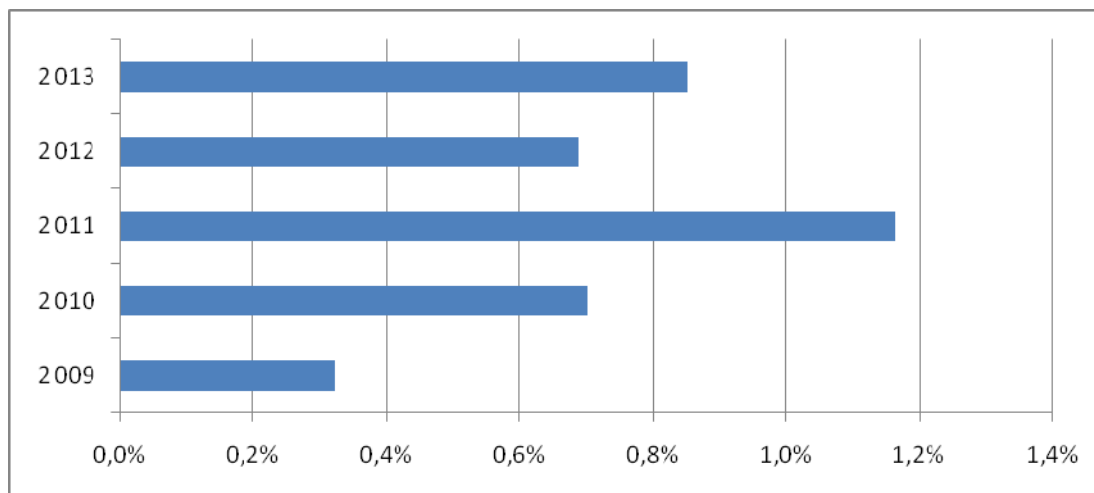
⁵⁴ Source : ANSD. Bureau des Enquêtes de Conjoncture.

La valeur ajoutée de la fabrication de corps gras alimentaire a régressé de 5,2% en 2013, en liaison avec la chute de près de la moitié de la production d'huile raffinée végétale. Cette situation est, en partie, corroborée par la réduction considérable des importations d'huile brute de soja (-53,5%) utilisée comme intrant.

La reprise de l'activité de raffinage de produits pétroliers, amorcée en 2011, s'est estompée en 2013 avec une baisse de 0,5% de la VA. Cette situation résulte des difficultés⁵⁵ financières auxquelles était confrontée la Société Africaine de Raffinage. En outre, les importations de pétrole brut ont chuté de 6,7% en quantité en 2013.

Au total, la contribution du secteur secondaire à la croissance du PIB s'est établie à 0,9 point contre 0,7 point en 2012. En conséquence, son poids dans le PIB courant s'est légèrement accru (19,0% en 2013 contre 18,8% en 2012).

Graphique 19.6 : Contribution du secteur secondaire à la croissance économique



Source : ANSD

La valeur ajoutée du secteur tertiaire a progressé de 4,8%, sous l'effet notamment d'une croissance vigoureuse des services des postes et télécommunications (10,0%). Cette progression est essentiellement imputable au dynamisme du marché de la téléphonie mobile, corroboré par une augmentation soutenue du nombre d'abonnés et des volumes de communications émises qui ont progressé de 28,0% selon les rapports des quatre trimestres de l'année 2013 publiés par l'ARTP.

La valeur ajoutée du commerce, qui constitue l'activité prépondérante dans le secteur tertiaire (environ 30% du secteur tertiaire), s'est accrue de 5,6% en 2013, après 4,1% en 2012. Cette évolution est essentiellement liée à l'accroissement des marges sur les produits importés notamment les biens d'équipement.

⁵⁵ La SAR a perdu la moitié de ses capitaux propres notamment à cause d'une dette de 42 milliards vis-à-vis de l'Etat.

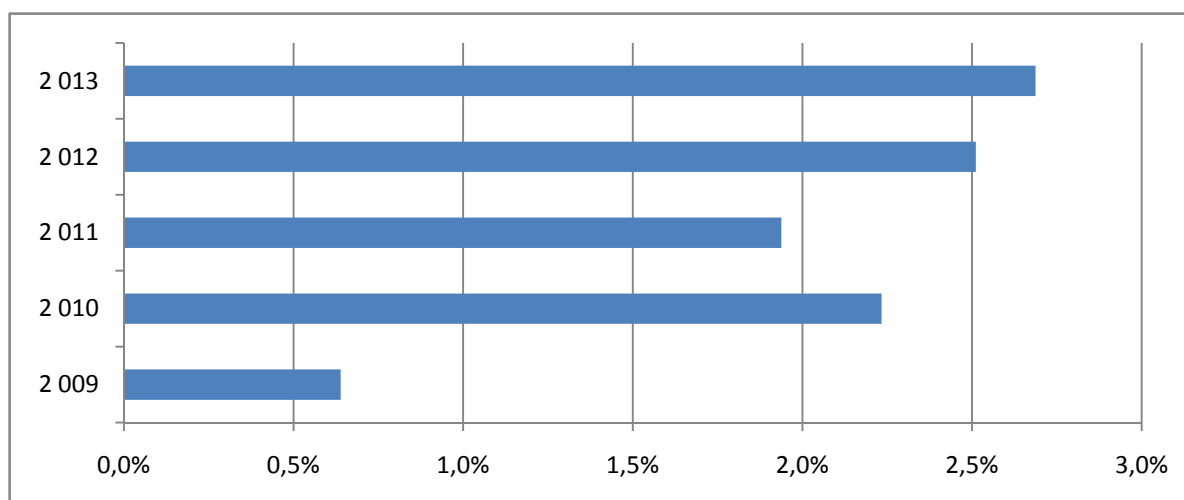
La vigueur du secteur tertiaire est également expliquée par le relèvement de la valeur ajoutée de la branche « services d'hébergement et de restauration » qui s'est accrue de 10,1% en 2013, après 0,1% en 2012. Dans le même sillage, les activités des services aux entreprises (6,6%) et les services de la réparation (6,8%) ont contribué à la hausse de la valeur ajoutée du secteur.

L'augmentation du taux de croissance du secteur tertiaire a été toutefois limitée par la décélération des activités non marchandes des administrations publiques, (2,0% en 2013, contre 3,4% en 2012) et le ralentissement des services de transports (3,5%, après 4,5% en 2012), des activités immobilières (3,9% contre 4,1% en 2012) ainsi que des services sociaux (1,0% contre 1,3% en 2012).

Par ailleurs, l'embellie observée entre 2010 et 2012 au niveau des services financiers s'est essouffée en rapport avec la diminution de 7,5% de la production en volume des banques et systèmes financiers décentralisés et de 2,7% de celle des assurances. Le retrait des volumes des services bancaires s'est accompagné d'un relèvement du prix des prestations.

Compte tenu de son poids dans le PIB réel (plus de 55%), le secteur tertiaire a contribué à hauteur de 2,7 points à la croissance économique de 2013, après 2,5 points l'année antérieure.

Graphique 19.7 : Contribution du secteur tertiaire à la croissance économique



Source : ANSD

Quant aux taxes nettes de subventions sur les produits, elles ont quasiment stagné en valeur en passant de 887,1 milliards FCFA à 886,7 milliards. En particulier, l'effet de la hausse de 5,8% de la TVA à l'importation a été évincé par l'incidence du recul de 11,0% de la TVA intérieure. Les taxes nettes ont baissé de 0,9% en volume et leur contribution à la croissance est évaluée à -0,1 point.

XIX.2.2. L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB

Les emplois du PIB sont la Consommation Finale (CF), la Formation Brute de Capitale Fixe (FBCF), les Exportations nettes d'importations et les variations de stock. L'investissement est constitué par l'agrégation des variations de stock et de la FBCF. Durant l'année 2013, la CF en volume a connu une hausse de 2,5%, contre 3,0% l'année antérieure. Cette décélération est surtout imputable à l'effet conjugué des ralentissements de la consommation publique, qui passe de 2,7% en 2012 à 1,4% en 2013, et de la consommation privée, qui progresse moins vite que durant l'année précédente (2,7% en 2013, contre 3,1% en 2012).

L'investissement a été très dynamique, surtout la FBCF privée qui a progressé de 22,8% en 2013, après un accroissement de 2,0% en 2012. Quant à la FBCF publique, elle s'est accrue de 2,7% en volume. La vigueur de l'investissement traduit le regain noté dans les activités de construction et, dans une moindre mesure, dans la fabrication de matériels de transports. En outre, la FBCF en équipements importés a sensiblement augmenté en volume (31,6%).

S'agissant des échanges extérieurs en volume, ils ont été caractérisés par un maintien du rythme de progression des importations (10,2% en 2013, après 11,0% en 2012) et une diminution des exportations reculant de 1,0%, après une hausse de 9,2% en 2012. La croissance des importations est tirée par les commandes de matériaux de construction et de machines et appareils. En particulier, les achats extérieurs de fer à béton, de matériels électriques et de machines et appareils ont augmenté en 2013. Toutefois, ces augmentations sont limitées par le recul des quantités importées de pétrole brut (-2,7%) et de produits céréaliers tels que le maïs (-13,5%). Quant aux exportations en volume, leur chute est essentiellement expliquée par le repli des expéditions d'or en quantité (-10,5%).

Conclusion

L'année 2013 a été marquée par une décélération de l'activité économique consécutive à un ralentissement de la valeur ajoutée du secteur primaire. Le repli sensible du taux de croissance enregistré dans ce secteur est lié à la mauvaise campagne hivernale qui a eu comme conséquence la diminution de la production céréalière et des cultures oléagineuses, après les bonnes récoltes enregistrées en 2012. En outre, la baisse des débarquements de la pêche artisanale ainsi que la diminution de la production des « activités extractives » ont contribué à l'atonie du secteur primaire. En revanche, le secteur secondaire s'est revigoré en liaison avec le regain des activités de construction, tandis que le secteur tertiaire s'est consolidé confirmant sa prépondérance dans l'économie.

Du côté de la demande, la consommation finale a progressé moins vite, en relation avec le ralentissement de la croissance de la consommation publique. L'investissement⁵⁶ a, pour sa part, crû de façon substantielle en 2013, tandis que le solde extérieur des biens et services (en volume) s'est davantage dégradé.

Le niveau général des prix, mesuré par le déflateur du PIB, s'est replié de 1,9% en 2013 contre 2,6% en 2012 et 4,1% en 2011, traduisant une poursuite de la détente sur les prix observée.

⁵⁶ Approché par la formation brute de capital fixe (FBCF)